

TALQ applaudit l'évaluation franche du commissaire

Le Québec de langue anglaise est laissé pour compte dans le Plan d'action pour les langues officielles

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

MONTREAL, mardi 25 novembre – Talq salue le rapport intermédiaire du commissaire Raymond Thériault sur le Plan d'action pour les langues officielles 2023-2028, le qualifiant de « signal d'alarme indispensable » sur l'insuffisance persistante des investissements fédéraux en faveur des communautés anglophones du Québec.

« Le commissaire a mis noir sur blanc ce que nous constatons chaque jour sur le terrain », a déclaré Eva Ludvig, présidente de TALQ. « Les programmes fédéraux qui fonctionnent raisonnablement bien ailleurs au Canada sont bloqués, paralysés ou disparaissent dans une boîte noire lorsqu'ils atteignent les communautés anglophones du Québec. Ce n'est pas ce que le Parlement avait prévu lorsqu'il a adopté la Loi sur les langues officielles modernisée et ce plan d'action historique. »

Le rapport du commissaire Thériault souligne que :

- Le Québec d'expression anglaise reste exclu des principales enveloppes de financement.
- Le projet de loi M-30 du Québec entraîne des retards importants dans la mise en œuvre des programmes du Plan d'action, certains projets, notamment ceux relevant du Fonds d'habilitation, n'ayant toujours pas démarré près de deux ans après leur annonce.
- L'accord Canada-Québec sur le Plan d'action est unique dans la fédération, car il ne prévoit pas de plan d'action public et regroupe les services en anglais et l'éducation dans la langue de la minorité dans une enveloppe plus large, ce qui alimente les craintes que les fonds destinés à la minorité anglophone soient dilués ou réaffectés.
- Dans le secteur de la santé, le renforcement des dispositions de la Charte de la langue française a semé la confusion et eu un effet dissuasif sur les services en anglais, compromettant l'accès aux soins pour les Québécois de langue anglaise.

« Nous soutenons fermement les mesures énergiques visant à protéger et à promouvoir le français au Québec », a déclaré Sylvia Martin-Laforge, directrice générale de TALQ. « Mais le commissaire est catégorique : le financement du français au Québec ne peut se faire au détriment des enveloppes destinées au Québec d'expression anglaise. Protéger une langue officielle ne peut signifier affaiblir discrètement l'autre. »

TALQ insiste auprès du gouvernement fédéral pour qu'il prenne des mesures concrètes qui apporteront des améliorations significatives pour les Québécois de langue anglaise avant la fin

du plan d'action actuel, et pour qu'il intègre plus fermement l'équité dans la conception du prochain plan.

« Le commissaire se dit prudemment optimiste, mais appelle à une action urgente », a ajouté Ludvig. « De notre point de vue, c'est la dernière chance pour Ottawa de démontrer que les Québécois de langue anglaise



Rassembler.
Échanger.
Vivre au
Québec.

sont des partenaires à part entière dans le système des langues officielles du Canada, et non une simple réflexion après coup. TALQ est prêt à collaborer avec ses partenaires fédéraux et provinciaux pour transformer les conclusions de ce rapport en solutions concrètes. »

Le rapport peut se trouver ici : <https://www.clo-ocol.gc.ca/en/publications/studies-other-reports/2025/taking-action-strong-resilient-communities-observations-midpoint-action-plan-official-languages-2023-2028>

TALQ (www.talq.ca) est un organisme à but non lucratif qui rassemble des organismes communautaires et des citoyens d'expression anglaise de tout le Québec. Sa mission consiste à cerner, à aborder et à explorer les enjeux stratégiques qui ont des répercussions sur le développement et le dynamisme du Québec d'expression anglaise. TALQ favorise également le dialogue et la collaboration.

Pour obtenir de plus amples renseignements :

Geneviève Grenier, Gestionnaire, Communications et rapports aux médias
genevieve.grenier@talq.ca | Téléphone : 514 835-2404